



Maintien du DSNG pour l'actu à France 3 Picardie : **une grève très suivie**

La quasi-totalité de la rédaction et un tiers des PTA de France 3 Picardie étaient en grève ce mardi 24 avril pour réclamer le maintien de la planification en actu du DSNG. La large mobilisation du personnel a permis d'exprimer une opposition déterminée à la réduction, voire à la suppression du DSNG.

Les salariés grévistes ont pu détailler pendant plusieurs heures leurs revendications auprès de la rédaction en chef et du chef de centre, habituellement absent de la conférence de rédaction.

Le ras le bol : la systématisation des directs et des envois de sujets par aviwest est le coup de trop dans l'empilement des tâches. Il existe un temps journalistique incompressible garant de la qualité du travail.

On ne veut pas du low-cost : on nous invoque l'évolution technologique, alors qu'on veut nous imposer du matériel de moins bonne qualité, mis en œuvre par moins de personnes. La concurrence privée, elle, ne fait pas ce choix.

Le réseau 4G, ça ne marche pas à tous les coups : les problèmes de transmission par la 4G sont récurrents sur le terrain. Ceci oblige à des déplacements, à perdre du temps, voire à se mettre en danger pour envoyer des images.

Non à la primauté de la technique sur l'éditorial : les salariés dénoncent la stratégie d'entreprise qui privilégie le tuyau au contenu.

Une méthode inacceptable : il est inconcevable d'apprendre au hasard de l'affichage d'une planification la suppression du DSNG planifié 6 jours/7 alors que c'est un outil essentiel de la ligne éditoriale du JT du midi.

On est à l'os : on est déjà très rentables, on a déjà perdu à Amiens des ETP depuis 2014 et on vient chercher des postes de terrain tout en renforçant les effectifs des cadres rédactionnels et techniques !!!!

Et après ? Nous persistons à inviter la direction à revenir sur une décision néfaste pour la qualité de notre travail et de nos conditions de travail. Les salariés ont pu formuler des propositions pour pallier la raréfaction du DSNG à l'avenir, des solutions qui permettent le maintien d'un technicien sur le terrain. La balle est maintenant dans le camp de la direction.

Amiens, le 25 avril 2018